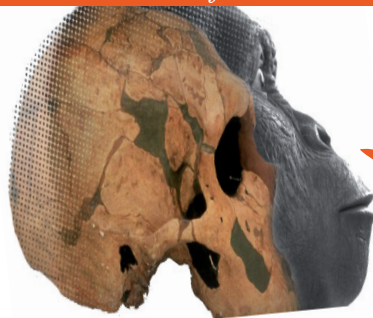




L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Version numérique

# Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 010 du samedi 30 avril 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Annonce

Trouvez vos offres d'emploi du jour à la page 4.



## Conférence régionale : Ethique et déontologie en matière de recherche

**Le Jeudi 28 Avril 2016 s'est ouvert la Conférence Régionale sur l' « Ethique et la déontologie en matière de recherche ». Prévu du 28 au 30 Avril 2016, elle se tient présentement dans la salle de Conférence de l'ISSP au sein de l'Université Joseph Ki Zerbo, sous le haut patronage du Ministre des Enseignement Secondaire Supérieur et de l'Innovation.**

Tout au long de la journée, d'imminents enseignants chercheurs de la sous-région se sont succédé pour traiter différents thèmes en relation avec l'Ethique et la déontologie en matière de recherche.

Le premier conférencier en la personne du Professeur Alioune DIEYE, Enseignant Chercheur en pharmacie et biologie à l'Université Cheick Anta Diop de Dakar a exposé sur « La problématique de l'Ethique déontologique en matière de recherche pour la santé ». Pour le Professeur Alioune Dieye, l'Ethique est basé sur la science de la morale et des mœurs. C'est l'un des principes de l'éthique. La Déontologie est un ensemble de règles et devoirs qui régissent une profession. Les règles d'éthique doivent avoir des conditions d'utilisation des données à caractères personnel. L'éthique déontologique est un vaccin préventif pour la recherche scientifique. Dans la recherche biomédicale l'éthique permet d'améliorer la prise en charge médicale et la prévention des maladies. Cependant la question qui se pose est de savoir si le patient est autonome, est ce que son consentement est éclairé ? Ainsi, l'éthique soulève donc plus de questions mais aide à établir des règles communes dans un monde complexe et globalisé.

A la suite du Professeur Alioune Dieye, ce fut le tour du Professeur Joseph SAWADOGO, enseignant chercheur à l'Université Saint Thomas d'Acquin d'exposer sur « la recherche et déontologie des enseignants-chercheurs ». Les principes fondamentaux dont doivent se revêtir les enseignants chercheurs sont l'intégrité, la confidentialité, la transparence, la vérité scientifique, la compétence, le professionnalisme. Les enseignants chercheurs doivent avoir des normes éthiques, ils doivent surtout s'abstenir d'activités politiques au sein des universités. Cependant les enseignants doivent développer des valeurs sociales, à savoir

instituer les inégalités pour promouvoir l'égalité, le respect du genre, le respect mutuel. Toutefois l'enseignant chercheur a des droits et des devoirs. Mais de nos jours on se pose la question de savoir si la vocation d'enseignant chercheur attire plus, ou l'image de l'enseignant chercheur attire de nos jours ? Pour conclure son exposé, le professeur a cité Amadou Hampaté Ba qui dit que si tu veux récolter vite sème du mil, si tu veux récolter longtemps plante des arbres et si tu veux récolter toujours éduque des hommes.

Le Professeur Yaovi AKAKPO enseignant chercheur à l'Université de Lomé, a traité du plagiat. La science ne peut se passer de la recherche empirique. Mais la recherche empirique ne saurait prendre la place de la recherche de la science africaine. La formation des chercheurs doit viser la formation pour la recherche et par la recherche.

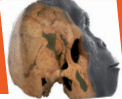
Le Professeur Djibril ABACHIR, enseignant chercheur à l'Université de Niamey a exposé sur l'obligation de la compétence dans l'activité de la recherche. Les conditions de travail du chercheur africain diffèrent de celles du chercheur du Nord. Le chercheur Africain a de multiples contraintes liées à l'environnement universitaire social. La compétence pour le professeur ABACHIR est d'abord une question de passion personnelle du chercheur qui reste à stimuler ou à ne pas décourager.

La suite de la conférence vous sera donnée dans nos prochains numéros.

Relwendé Hervé Rouamba



L'espace CAMES se dote d'un Fonds compétitif pour la recherche : Prix Macky SALL pour la Recherche.



## Mouvement d'humeur au CHR de Ouahigouya : Les élèves stagiaires prennent en otage le DAF

*Les étudiants de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année de médecine de l'université polytechnique de Ouahigouya ont pris en otage ce jeudi 28 avril 2016 le Directeur de l'Administration des Finances du Centre Hospitalier Régional où ils y font leur stage. Pour cause, ils en veulent à ce dernier pour le retard dans le paiement de leurs indemnités de stage.*

« *Personne ne sort* », « *On veut notre argent* ». Ce sont là quelques slogans que l'on pouvait entendre dans les locaux de la Direction Générale du Centre Hospitalier Régional (CHR) de Ouahigouya ce jeudi lorsque nous y arrivions aux environs de 17h. Un ras-le-bol des étudiants de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année de la faculté de médecine de l'Université Polytechnique de Ouahigouya dû au retard dans le paiement de leurs frais de stage serait la cause de ce mécontentement. Selon le porte-parole des manifestants Théodore NIKIEMA (délégué de la 5<sup>e</sup> année de médecine), ils seraient en retard de six mois de frais de stage. Et c'est suite à plusieurs démarches sans satisfaction auprès du Directeur de l'Administration des Finances (DAF) du CHR qu'ils ont décidé de passer à une autre méthode.

C'est ainsi qu'ils ont procédé à la pris en otage de ce dernier car estiment-ils, il leur sert du dilatoire. « Nous avons été à la source et on nous a fait comprendre que le chèque a été débloqué depuis le ministère de la santé et c'est

l'agence comptable ici (DAF du CHR de Ouahigouya) qui doit nous payer. Nous avons patienté cela fais pratiquement 3 à 4 semaines. On nous donne des rendez-vous demain, après-demain, nous avons fait des efforts jusqu'à aujourd'hui dernier délai qu'on nous a donné. Mais à notre grande surprise on nous fait comprendre qu'il n'y a pas de l'argent » a témoigné Monsieur NIKIEMA. Conséquence les étudiants ont décidé de ne point bouger sans leur sou. Ils ont donc bloqué toutes les issues obligeant l'administration notamment le DAF à satisfaire leur doléance. Et lorsque nous avons fait un tour dans le bureau de celui-ci pour entendre sa version, Monsieur BALMA Pierre dit reconnaître la légitimité de la colère des stagiaires.

Toutefois il refuse d'endosser la responsabilité dans le retard de paiement des frais de stages. « Les 5 mois de retard ne sont pas tributaire du CHR de Ouahigouya car ne disposant pas de ressource en permanence, il a fallu que la DAF du ministère de la santé mette ces ressources à sa disposition pour payer les étudiants » a-t-il précisé. Il poursuit en disant que seulement il ya de cela deux semaine que ses services ont reçu le chèque pour la paie des étudiant ; malheureusement du fait de la connexion il n'a pas pu le faire. C'est ce qui explique les rendez-vous manqués qui n'ont pas été du gout des étudiants qui n'avait plus suffisamment d'espoir. Il a tout de même tenu à rassurer les futurs médecins qu'ils pourront entrer en possession de leur argent dans cette soirée du jeudi. Aux dernières nouvelles, les étudiants stagiaires ont pu entrer en possession de leur dû (5 mois) aux environs de 19h 30.

WENDGUETA

de son mandat, l'effectif pour une salle de classe sera de 50 élèves. Pour cela il souligne la nécessité de construire plus d'établissements d'enseignements.

Quant à la violence en milieu scolaire, le Président demande aux parents et aux enseignants d'inculquer des valeurs de moral et d'intégrité aux élèves. Sur ce qui s'est passé à Nagaré, il demande de prendre les sanctions les plus énergiques contre les incriminés. Pour lui c'est inadmissible qu'un élève s'en prenne non seulement à l'intégrité physique et morale de son enseignant et de toute sa famille mais aussi au drapeau national.

Pour les universités publiques du Burkina, le Président dit que ses promesses de construction d'amphithéâtres, d'amélioration des conditions d'études des étudiants et de création d'emplois sont toujours d'actualité. Cependant il demande aux étudiants de comprendre que pour un programme de cinq ans, ce n'est pas en 100 jours d'exercice qu'on pourra l'exécuter.

Youmanli Valentin



## Dialogue citoyen avec le Président du Faso Les promesses de Roch sur l'enseignement

*Dans l'émission « dialogue citoyen » de ce mardi 26 avril, initiée par la CODEL et l'ONG DIAKONIA et qui est retransmise en direct par la télévision nationale, le président du Faso Roch Marc Christian KABORE a répondu à un certain nombre de préoccupations des citoyens. Parmi les questions qui lui ont été posées figurent celles de la pléthore des élèves dans les classes et de la violence en milieu scolaire dont le cas le plus récent est celui de Nagaré dans la Tapoa. Il s'est également prononcé sur la situation des universités publiques.*

Pour ce qui est du nombre élevé dans les salles de classe, le Président dit être au courant de la situation et que des actions seront prises pour résoudre le problème. A l'entendre, son gouvernement travaille à cet effet et d'ici à la fin



## Le mouvement des étudiants du Faso (MEFA) se prononce sur les préoccupations du monde étudiantin

**Le mouvement des étudiants du Faso (MEFA) a organisé une rencontre le mardi 26 avril 2016. Cette rencontre a gravité sur deux points essentiels que sont la situation des activités académiques et sociales dans les universités et les mesures gouvernementales en faveur des étudiants ayant le DEUG II.**

Les étudiants ont une fois de plus voulu rappeler leurs différentes préoccupations aux autorités universitaires. Ils ont de ce pas sacrifié à la tradition une rencontre à travers la voix du mouvement des étudiants du Faso (MEFA). Selon le secrétaire général du mouvement des étudiants burkinabè, Salifou Kaboré, l'objectif de cette rencontre est d'attirer l'attention des autorités universitaires sur la mesure concernant le recrutement des 4200 étudiants au compte du Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (MENA). Il s'agit aussi de porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale les préoccupations des étudiants sur les différents campus, a-t-il poursuivi. En effet, les problèmes mentionnés auxquels font face les étudiants sont entre autre l'instauration du système Licence-Master-Doctorat et le renouvellement des allocations sociales pour les étudiants (FONER, bourses).

Pour le MEFA, « la situation des étudiants n'est pas reluisante parce que force est de reconnaître qu'aujourd'hui, l'application du système LMD pose un véritable problème dans toutes les universités ». Le mouvement a, ainsi, décliné les problèmes tels que le chevauchement des années académiques, l'empilement de certaines promotions, le manque de places assises dans les amphes, le manque de restaurants et la qualité du repas servi. Cette situation est criarde dans l'unité de formation et de recherches (UFR) des Sciences de la vie et de la terre de l'université Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo, a-t-il ajouté. Cette UFR accuse un grand retard par rapport aux autres.

Quant à la question du renouvellement de l'allocation sociale des étudiants, elle aussi n'est pas reluisante, a indiqué Salifou Kaboré. Renouvellement conditionné par les résultats académiques, les étudiants ont recommandé à ce que leurs allocations sociales soient octroyées en termes d'année civile et non d'année académique. En guise d'exemple, les promotions de 2012-2013, qui sont toujours en 1ère année et qui n'ont pas encore des résultats, il leur est difficile de pouvoir renouveler leur allocation sociale. Il est difficile pour les étudiants de s'adapter à cette procédure car sans l'aide il n'est pas facile de s'en sortir, d'où cette recommandation.

En ce qui concerne le système LMD, le MEFA « demande à ce qu'il y ait un cadre de dialogue franc avec les autorités universitaires de sorte à ce qu'il y ait des propositions concrètes pour

permettre aux étudiants de quitter dans la situation chaotique dans laquelle ils se trouvent faire sortir et relever le taux de succès ». Les étudiants apprécient la politique du gouvernement qui s'est manifestée par la mesure de recruter 4200 enseignants de niveau Bac+2 au compte du MENA. Pour les étudiants, cette initiative est saluée à sa juste valeur avec la montée du chômage des jeunes. Cependant, ils sont inquiets pour la mise en œuvre de ladite mesure au regard de l'allocation que le gouvernement a décidé de donner à ses enseignants. En effet, selon le MEFA, « il y a des enseignants du même niveau d'étude qui sont également recrutés au compte du même département chaque année et qui ont une allocation largement supérieure à celle que le gouvernement a proposé pour les nouveaux recrutés ». A cet effet, le MEFA préconise que le gouvernement puisse dans sa politique, mener une campagne de sensibilisation, de communication intense pour permettre à ces derniers de pouvoir travailler de façon sereine sur le terrain ». Et dans la mesure du possible, équivaloir les allocations pour les deux formations.

Compte tenu de la situation nationale, les étudiants ont condamné avec la dernière énergie les récents agissements des élèves à Nagaré car ils ont usé de violence dans leurs actes. C'est la même mention qui a été attribuée aux étudiants du lycée technique de Bobo-Dioulasso. En tant qu'étudiants, ils pensent qu'il est temps pour le gouvernement de faire valoir son autorité et trouver une solution durable à l'incivisme qui sévit au niveau des établissements scolaires. Le MEFA a déploré le recours à la violence faite par les autorités pour rétablir l'ordre scolaire en déployant les forces de l'ordre et de sécurité lors des manifestations.

Les étudiants comptent multiplier ce genre de rencontre et même aller au-delà ou changer de méthodes de communication afin qu'ils aient gain de cause et que leurs préoccupations soient prises en compte.

Bernadette Dembélé





### Justice militaire: Les Mandats d'arrêt contre Blaise Compaoré et Guillaume Soro annulés

Émis par un juge militaire au Burkina Faso contre Guillaume SORO et Blaise COMPAORE, la cour de cassation vient d'annuler tous les mandats d'arrêt du juge militaire.

Guillaume SORO, Président de l'Assemblée Nationale de la Côte d'Ivoire est visé par ce mandat pour son présumé implication dans le coup d'état de septembre 2015 contre le gouvernement de la transition et Blaise COMPAORE l'ancien président du Burkina Faso est à son tour visé pour son présumé implication dans l'assassinat de Thomas SANKARA et de ses compagnons lors du coup d'état du 15 octobre 1987 qui l'avait porté au pouvoir.

La cour de cassation saisie par le Commissaire du Gouvernement a décidé d'annuler tous les mandats d'arrêts émis pour vice de forme.

La cour de cassation a pour rôle de veiller à la légalité de toutes les décisions qui sont rendues par les tribunaux et les cours d'appel, selon cette cour, l'émission d'un mandat d'arrêt intervient après l'avis du procureur, ce qui n'a pas été respecté par le juge militaire.

Tous les mandats d'arrêt ont été annulés pour vice de forme, il revient au juge militaire de reprendre la procédure avant d'activer les dits mandats.

### Avis de recrutement



Poste: 01 Responsable commercial(e)

Type d'emploi: CDD

Pays: Côte d'Ivoire/Abidjan

Adresse: ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers: 15/05/2016

Description :

Les candidats doivent remplir les conditions ci-dessous :

- Être titulaire au moins d'un diplôme BAC + 4 en Gestion des Ressources Humaines, Gestion Commerciale, Marketing, communication ou management,

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine des Ressources Humaines ou du marketing; Les expériences similaires en cabinet constitueront un atout pour le candidat

- Savoir préparer des argumentaires et maîtriser les techniques de négociation commerciale

- Avoir une bonne capacité rédactionnelle en français. La maîtrise de l'anglais pourrait constituer un atout pour le candidat

- Savoir s'exprimer oralement en français

How to apply :

Les candidats intéressés par cette offre pourront envoyer leur CV et lettre de motivation à l'adresse suivante : [infos@poleemploi-ci.com](mailto:infos@poleemploi-ci.com)

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s pour la suite du processus au terme duquel le Cabinet lui fera des propositions.

Les candidatures féminines sont encouragées.

### Avis de recrutement



Poste: Auditeur interne senior

Type d'emploi: CDD

Pays: Côte d'Ivoire

Adresse: ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers: 06/05/2016

Description :

Sous l'autorité du Responsable de l'Audit Interne, votre mission sera d'aider l'entreprise à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques et de contrôle interne, son organisation, et en faisant des propositions pour renforcer son efficacité.

A ce titre, vos principales tâches seront de:

- Évaluer et contrôler le dispositif de contrôle interne de Microcred CI
- Identifier les zones à risques et formuler les recommandations en vue d'améliorer le dispositif de contrôle interne
- Réaliser des missions d'audit des agences et départements de l'institution
- Appliquer les activités de contrôle ayant été recommandées par le commissaire aux comptes externes
- Informer des fautes et déficiences de contrôle rencontrées au cours des activités de l'institution
- Maintenir un registre des mesures de contrôle et de suivi

destinées à la régularisation des erreurs observées

- Elaborer les supports des examens, en respectant les procédures d'audit

- Réaliser des contrôles Inopinés sur le terrain à la clientèle

- Assister le responsable Audit

Vous êtes Titulaire d'un diplôme BAC+4/5 en Audit, Finance, Comptabilité ou en Contrôle de gestion Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 02 années minimales à un poste similaire. Vous êtes rigoureux, proactif et disponible. Doté d'un fort esprit d'entreprise et d'un charisme reconnu, vous avez le contact facile Disponible à voyager constamment sur le terrain, vous disposez d'un sens élevé d'intérêt général.

Adresser CV + Lettre de motivation par mail à [recrute-ci@microcred.org](mailto:recrute-ci@microcred.org) ou les déposer au siège de Microcred Côte d'Ivoire sis aux 2 plateaux les Valions-rue des Jardins  
N.B : Date limite de dépôt de dossier : Vendredi 06 Mai 2016 à 17 h 00.



## Avis de recrutement

Poste: Coordinateur provincial de programmes en RDC

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, RD Congo

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 22/05/2016

Description :

Date probable d'entrée en fonction: à partir de juin 2016

Package salarial mensuel: entre 6.594,96 euros et 9.794,61 euros (en ce compris le salaire brut mensuel et les avantages liés au statut d'expatrié : primes d'éloignement et de pénibilité). Le salaire est calculé en fonction de la composition de ménage et de l'expérience professionnelle pertinente.

Les projets précités s'inscrivent dans le Programme indicatif de coopération bilatérale 2010 - 2013, conclu entre la Belgique et la RDC, qui se focalise sur trois secteurs prioritaires : Agriculture, Pistes et Bacs, et Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP).

La création du poste de coordinateur au niveau provincial répond à la volonté de la partie belge de déplacer le centre de gravité de ses interventions au plus près des partenaires locaux, dans une optique d'efficacité, de proximité et de collaboration renforcée, mais aussi de porter un soin particulier à la cohérence et aux synergies entre les programmes déployés en province.

Les ressources humaines partagées entre projets dans le domaine de la gestion et de la logistique, le personnel d'appui et l'administration financière sont regroupés dans l'Unité de Direction du programme (UDP - équipe technique par province) et seront gérés par le coordinateur.

Le coordinateur fait rapport au Représentant résident.

### Les programmes

Le « Programme de Désenclavement des Districts du KWILU et du KWANGO » (PRO-DEKK) et le « Programme de Développement Agricole dans les Districts du KWILU et du KWANGO » (PRODAKK) ont été réunis par la SMCL en une seule initiative. Cette décision est conforme à une nouvelle approche-programme décentralisée, conformément aux options constitutionnelles du gouvernement congolais vers la décentralisation et aux nouvelles orientations de l'aide au développement de la Belgique, pour plus d'appropriation nationale notamment. Ils ont pour objectif commun de renforcer la gouvernance, les capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles, techniques, matérielles et financières des divers acteurs présents dans les deux secteurs aux niveaux provincial et local (territoires, secteurs/chefferie, groupements, villages), en vue de l'amélioration de la qualité, de l'état et de la quantité des infrastructures routières, ainsi que de la production, de la productivité, de la transformation, de la conservation, de la commercialisation des produits agricoles et de la pêche.

L'objectif général des deux programmes réunit en un seul, PRODADEKK est le suivant : « Le déficit alimentaire et la pauvreté dans les districts de KWILU et KWANGO sont réduits à travers la relance durable du secteur agricole ».

Le programme PRODADEKK contribuera à cet objectif par les interventions visant une augmentation durable des revenus des exploitations familiales dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans des dynamiques de marché, et en tenant compte des contraintes et besoins différenciés des femmes et des hommes. Concomitamment un réseau multimodal de transport géré de façon durable, praticable en toute saison sera mis à disposition des utilisateurs.

Les principes généraux du programme, reposent essentiellement sur:

- Le respect du contexte institutionnel : La décentralisation et la déconcentration constituent le cadre institutionnel de référence du programme. Dans ce cadre, le programme respectera les rôles, fonctions et mandats des acteurs publics.
- L'alignement « critique » aux politiques nationales et provinciales : Les politiques nationales et provinciales constituent les références prioritaires de la stratégie du programme. Cet alignement se fera en cohérence avec les politiques et stratégies définies dans le cadre de la coopération bilatérale belgo-congolaise.
- La prise en compte des thèmes transversaux/prioritaires (environnement, genre, VIH/SIDA et travail décent) par des stratégies et actions spécifiques.
- L'innovation, l'apprentissage et la capitalisation : les stratégies et leur opérationnalisation intègrent ces trois principes dans une démarche permanente de recherche-action.
- La durabilité et la qualité constituent les fils rouges qui guident l'ensemble des choix opérés dans le cadre du programme : investissements, mécanismes de gestion et de financement, renforcement des capacités.
- Le monitoring et l'évaluation continus selon le principe d'une gestion axée sur les résultats. L'approche d'intervention est axée essentiellement sur la concentration géographique par bassins de production visant la recherche de résultats et l'amélioration du système agricole à travers le développement des principales spéculations et à bénéfice de l'ensemble des secteurs et des territoires d'intervention. La mise en œuvre des activités au niveau des bassins de ces bassins de production sera successif, en vue de réaliser un accompagnement de proximité des acteurs et de favoriser la redevabilité des actions menées.
- Programme EDUKK

Le « Programme d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle appuie les institutions en charge de l'ETFP ainsi que les opérateurs socioéconomiques (les entreprises et les organisations d'insertion sociale) dans l'adaptation de l'offre EFTP aux besoins de la communauté, des entreprises et des sortants. Un accent fort est mis sur l'accompagnement à l'insertion professionnelle des sortants de l'ETFP et sur les problématiques de genre. Le programme agit à travers deux Centres de Ressources et plusieurs Espaces de Ressources qui servent de bases opérationnelles des interventions.

La fonction

• Être l'interface principale des relations avec les partenaires provinciaux et la représentation de la CTB.

• Assurer l'intégration des différentes interventions de la CTB dans la province et veiller à la cohérence et à la synergie de celles-ci en tant que programme provincial, à la cohérence interne du programme en termes de démarches et d'activités mises en œuvre par les différentes interventions et à la cohérence externe du programme avec les stratégies nationales et les interventions des autres PTF.

• Décharger au quotidien les assistants techniques, experts sectoriels, d'une partie de leur charge de travail liée aux procédures administratives, financières et opérationnelles afin de leur permettre de se concentrer en priorité sur leurs tâches d'assistance technique.

• Assurer la circulation de l'information, la priorisation et la communication au sein des différentes interventions (entre les équipes et entre les structures impliquées dans la mise en œuvre) ainsi que vers l'extérieur.

• Coordonner l'organisation des comités techniques, des plateformes d'échange, des SMCL avec les responsables techniques : programmation, invitations, agenda, préparation des documents, compte-rendu, etc.

• Assurer le suivi-évaluation des différents volets du programmes : mettre en place un dispositif de suivi-évaluation, s'assurer du remplissage des indicateurs de façon régulière, établir un tableau de bord du suivi et le communiquer aux équipes, ainsi qu'aux autorités provinciales et à la Représentation de la CTB.

• Coordonner les missions d'évaluation.

• Assurer, sur la base des rapports et programmations établis par les UDP, la consolidation des informations en vue de garantir le rapportage des interventions.

• Coordonner les actions de capitalisation du programme : organiser des réunions d'échange, coordonner l'organisation de missions d'expertise, préparer des documents de synthèse (ou stimuler la préparation de ces documents par les experts sectoriels suivant le niveau de technicité demandé).

• Coordonner avec les experts sectoriels les missions de suivi et d'appui méthodologique (contrats-cadres, mais aussi missions du siège de la CTB).

• Veiller au respect du cadre défini par la CTB, en étroite collaboration avec le/la RAF (équivalent du couple régisseur/comptable dans les procédures FED) et prioriser les demandes des programmes, veiller à un suivi de qualité des prestations.

• Jouer le rôle de médiateur entre les différentes interventions de la CTB en province (résolution de conflits).

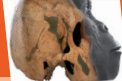
### Le profil

- Diplôme Master.
- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle pertinente, dont 3 ans en tant que manager de projet(s) de développement agricole/rural, de décentralisation ou d'appui institutionnel impliquant plusieurs acteurs locaux travaillant en synergie pour atteindre les résultats attendus.
- Expérience probante dans une fonction de coordinateur/facilitateur de programmes de développement pour un organisme international est un atout majeur. Cette expérience implique la coordination de plusieurs projets complémentaires contribuant à un objectif commun.
- L'expérience accumulée aura été majoritairement acquise en Afrique, la connaissance de la RDC est un atout.
- Maîtrise des outils de planification et de suivi-évaluation de projets.
- Toute expérience antérieure en outcome mapping sera considérée comme un atout.
- Expériences en matière de renforcement institutionnel et organisationnel, ainsi qu'au niveau des processus de développement local.
- Excellentes compétences de rassembleur, facilitateur et gestionnaire de programmes.
- excellentes qualités relationnelles permettant de favoriser le travail en équipe.
- Intérêt pour la capitalisation et la qualité des processus de développement.
- Sensibilité aux thèmes transversaux (environnement, genre, VIH/sida, droits des enfants) et expérience de l'intégration de ces thèmes dans des projets de développement.
- Bonne capacité d'expression et de rédaction en français.
- Connaissance de base des logiciels bureautiques courants et connaissance approfondie des logiciels utilisés couramment dans le cadre de la fonction.

Intéressée)?

Postulez au plus tard le 22/05/2016 sur le site web [www.btctb.org](http://www.btctb.org). Pour toute question supplémentaire, contactez-nous au +32 (0)2 505 18 65.

Il est à noter que des affectations pour d'autres programmes en cours d'identification pour d'autres régions périphériques, dont l'ouverture est prévue pour 2016, pourront également être proposées ultérieurement aux candidats retenus lors de cette..



### Avis de recrutement

Poste: Coordonnateur adjoint du Secteur  
Type d'emploi: CDD  
Pays: Afrique, Soudan du Sud  
Adresse: Coordination sud  
Date limite de dépôt des dossiers: 31/05/2016  
Description:

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour soutenir les personnes dans le besoin urgent et de protéger la dignité des personnes, tout en co-crédant des opportunités à plus long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens. efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience ACTED; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche d'ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers des possibilités de plus des moyens de subsistance reconstruction à long terme et le développement durable.

Avec un budget de 164 millions d'euros en 2014, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 450 projets par an pour atteindre plus de 8 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et 4,300 personnel national.

#### II. profil du pays

Bureau de la Capitale: Juba  
National Staff: 500  
Personnel international: 50  
Surfaces: 10  
programmes en cours: 8  
Budget: 2,9 M €

En 2012, ACTED a entrepris une expansion des activités au Soudan du Sud. Un bureau de coordination au niveau Juba a été ouvert en 2011, et en 2012, le bureau de capital a été élargi pour fournir un soutien supplémentaire à nos bureaux extérieurs qui ont ouvert à Bentiu, Unity State, et Malakal, État du Nil supérieur. L'évolution rapide de la situation au Soudan du Sud au cours des derniers mois a conduit ACTED à mettre à l'échelle des capacités d'intervention d'urgence, tout en continuant de fournir des services de base dans les domaines traditionnels d'intervention.

Depuis Janvier 2012, ACTED a été fournissant des réfugiés et de l'assistance des personnes déplacées dans unité et du Haut - Nil Etats. Dans Maban County, cette aide a mis l'accent sur l'aide vitale aux réfugiés du Nil Bleu, au Soudan. ACTED en tant que gestionnaire de camp pour le camp de réfugiés de Jamam a cherché à répondre aux besoins fondamentaux de la population, y compris le logement, la gestion des déchets, des moyens de subsistance, et la construction d'infrastructures communautaires. En outre, ACTED a répondu au nouvel afflux de réfugiés en mai avec la fourniture d'abris et latrines d'urgence dans les sites de transit tout en fournissant une aide au transport des réfugiés qui déménagent à des établissements permanents. Dans l'état d'Unity, ACTED a mis l'accent sur la fourniture de moyens de subsistance assistance aux réfugiés dans les camps de réfugiés Nyeel et Pariang.

ACTED continue également à miser sur ses domaines traditionnels d'intervention, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans l'Ouest Bahr el Ghazal et Warrap, et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les deux États. Tonj North Warrap en était aussi une nouvelle zone pour ACTED où un projet de Community Led Total Sanitation (CLTS) est mis en œuvre dans la zone mal desservie. Toutes ces interventions continuent de fournir une assistance à la fois de base et indirecte sauver les populations vulnérables dans le Sud - Soudan.

#### III. Profil du poste

##### 1. Assurer la représentation d'ACTED dans le domaine d'activité

– Représentation vis-à-vis des autorités provinciales:

Participer aux réunions officielles pour assurer un maximum de visibilité vis-à-vis des autorités provinciales

– Représentation vis-à-vis des donateurs:

Mettre en place et les détails des donateurs potentiels actifs dans le domaine de l'activité mise à jour de contact;

Participer aux réunions des donateurs au niveau provincial et de communiquer les informations pertinentes au Directeur Pays;

– Circuler le rapport annuel

– Représentation auprès d'autres organisations internationales organisations:

participer à des réunions inter-ONG coordination et ceux des agences de l'ONU (OCHA, PNUD, UNICEF, FAO, etc.), ainsi que toute autre institution intergouvernementale pertinente au niveau provincial;

assurer un maximum de visibilité de l'Agence au sein de la communauté des ONG à niveau provincial;

Diriger la production de rapports et d'assurer la rapidité et l'exactitude des informations fournies, ainsi que la confidentialité des informations sensibles.

Plus généralement, on prévoit que le CAD de contribuer à la création d'une image positive et la crédibilité globale de l'organisation, notamment par l'application du mandat, de l'éthique,

des valeurs et du stand-points par rapport aux autres acteurs.

2. Contribuer à l'élaboration d'une stratégie globale d'intervention et de soutenir sa mise en œuvre au niveau provincial

– Analyser le contexte et l'élaboration de plans stratégiques, en consultation avec le coordonnateur de la région et le Directeur Pays:

Recueillir et analyser les informations sur les opportunités et les risques;

Définir une stratégie opérationnelle . des finances et de ressources humaines

– Mettre en œuvre la stratégie financière:

Encadrer la rédaction des projets et l'élaboration du budget;

Lead collecte de fonds et les négociations avec les bailleurs de fonds dans la zone d'intervention;

Diriger l'application et le respect des conditions et exigences du contrat;

Superviser les engagements financiers globaux et financière risque.

– Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle:

Encadrer les gestionnaires de projet de la zone d'intervention dans l'exécution du projet; aider les différentes équipes dans les négociations avec les autorités provinciales / locales et les partenaires;

Assurer la coordination et la complémentarité entre les projets au sein de la zone d'intervention;

Évaluer les activités et assurer une utilisation efficace des ressources.

– superviser procédures de reporting:

Etablir un planning des rapports en ce qui concerne les délais des donateurs;

Planifier et superviser le développement des rapports narratifs et financiers;

assurer le respect des procédures PLAT.

Plus généralement, communiquer systématiquement au directeur de pays le développement de la stratégie de sous - zone et sa mise en œuvre.

##### 3. Superviser du personnel et de la sécurité

– Guide et dirige le personnel de la zone d'intervention:

Organiser et animer des réunions de coordination;

Préparer et suivre les plans de travail;

Assurer un environnement de travail positif et une bonne dynamique de l'équipe (résoudre les conflits potentiels);

Promouvoir l'équipe conditions de travail dans le limite de la vie privée;

Adapter l'organigramme et les TdR du personnel en fonction du développement de la région;

Procéder à l'évaluation périodique des collaborateurs supervisés directement et transmettre les formulaires d'évaluation à l'administrateur Pays des recommandations (nouvelle position, les changements au contrat ou de salaire, etc.);

– Contribuer au recrutement du personnel expatrié:

Suivre les procédures de recrutement: le recrutement de plan doit à l'avance; projet de TDR pour postes vacants; si nécessaire d'entreprendre des entretiens téléphoniques avec les candidats;

délégation du siège, procéder à l'entretien d'expatriés vivant dans la zone d'intervention.

– Superviser la sécurité du personnel:

En coopération avec l'agent de sécurité Zone, suivi de la situation de sécurité locale et d'informer à la fois la sécurité de la direction et Pays Directeur Pays de l'évolution par le biais de rapports écrits réguliers;

Mettre à jour les règles de sécurité dans la zone d'intervention;

Veiller à ce que les procédures de sécurité soient respectées par l'ensemble du personnel.

##### IV. Qualifications:

– L'éducation de niveau Master dans un domaine pertinent, comme les relations internationales ou développement

– expérience en gestion de projet (gestion des compétences, planification, développement et formation du personnel) dans les programmes de développement

– 2-5 ans d'expérience de travail précédente dans une position pertinente

– capacités éprouvées en leadership et gestion nécessaires

– Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

– négociation forte et les compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels

– Capacité à bien et ponctuellement travailler sous pression

##### V. Conditions:

– Salaire défini par la grille des salaires ACTED; d'enseignement de niveau, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire

– allocation mensuelle de subsistance supplémentaires

– les repas et l'hébergement en guest house de l'organisation

– les frais de transport couverts, y compris les billets de retour supplémentaire + bagages allocation

– Prestation de services médicaux, la vie, et assurance rapatriement + package de retraite

Ville Maban

Fonctions Autre

Activités Autre

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Soudan du Sud

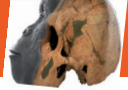
Contrat CDD

Email de la personne contact jobs@acted.org

Email de la personne contact jobs@acted.org

Postuler en ligne jobs@acted.org

Date de fin de validité 31/05/2016.



Les offres d'emploi sur  
[www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com) CampusJOB

**Avis de recrutement**

Poste: Superviseur médical  
Type d'emploi: CDD  
Pays: MALI  
Adresse: ANPE- MALI  
Date limite de dépôt des dossiers: 05/05/2016  
Description :  
Objectif global  
Sous la responsabilité du Coordinateur Urgence Résilience en collaboration avec le chef de projet, le superviseur est chargé de superviser les agents de santé des équipes mobiles, poste fixes ainsi que les gérants des dépôts de pharmacie à Gao et Tombouctou ; et veiller également au respect des PNP en matière de santé au Mali  
Responsabilités et champs d'actions  
Superviser les activités adéquates médicales sur Tombouctou et Gao  
Superviser les dépôts de médicaments de la santé Humaine  
Former les agents de santé  
Compiler, analyser et interpréter les données collectées

Objectifs spécifiques et activités associées  
1) Appuyer la planification et l'organisation des activités de santé humaine  
2) Veiller à ce que les documents de collectes des données soient conformes à ceux du SIS  
3) Veiller à ce que tous les documents et matériel nécessaires à la réalisation des activités soient présents  
4) Effectuer des missions de supervisions périodiques des équipes mobiles et postes avancés à Tombouctou et Bourem(Gao)  
5) Evaluer les besoins en formation des agents de santé  
6) Encadrer et apporter un soutien technique aux agents de santé  
7) Favoriser un bon climat de travail entre les membres des équipes d'intervention  
8) Compiler les données et procéder à l'analyse, l'interprétation des données obtenus et proposer des solutions d'amélioration  
9) Assurer une bonne remontée des données vers les services techniques concernés, la hiérarchie

de façon régulière et continue selon le programme proposé  
10) Appuyer les ASACO des différents Cscoms  
11) Assurer une bonne relation entre l'ONG et les structures techniques d'appui  
12) Représenter l'organisation auprès des partenaires locaux, régionaux et nationaux  
13) Collaborer avec les autres acteurs  
Profil recherché  
Doctorat en médecine  
Expérience d'au moins trois ans dans un centre de santé de référence  
Expérience appréciée dans un centre de santé communautaire (CSCOM)  
Connaissance du système de santé au Mali  
Bonne maîtrise des activités du paquet minimum d'activité de santé  
Bonne maîtrise des outils de supervision des activités de santé  
Maîtrise du pack office (word, excel, outlook, powerpoint)  
Conditions proposées  
Statut : Salarié en CDD  
Avantages sociaux : Assurance maladie obligatoire, assurance accident individuel corporel, cotisation retraite (INPS)  
Congés : 2.5 jours ouvrables par mois de présence  
Contenu du dossier de candidature  
Les candidats intéressés par le présent avis de recrutement doivent fournir un dossier comportant :  
Une demande manuscrite adressée au Coordinateur National,  
Une Lettre de motivation (maximum 2 pages),  
Un Curriculum Vitae à jour (maximum 6 pages),  
Une copie certifiée du /des diplômes,  
Le contact (numéro de téléphone, adresse mail, nom) des 3 derniers employeurs.

Les dossiers candidature adressés au Coordinateur National, doivent être envoyés par courrier électronique à l'adresse suivante : [recrutement.avsfmali@gmail.com](mailto:recrutement.avsfmali@gmail.com) en précisant dans l'objet « SUPERVISEUR MEDICAL AVSF MALI » avant le 05 mai 2016 à 09H00mn, date de clôture du dépôt des candidatures.

**Sciences-Campus Info**  
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Site web:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TG.I.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

Correspondants des provinces du

Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureïma Sogoba

- Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Hervé Relwendé Rouamba

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable: sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22670880652

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Les offres d'emploi au quotidien  
s u r

[www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)

Annnonce



*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien  
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique  
Sciences-Campus Info.*